

LA RUÉE VERS LE GAZ EN MÉDITERRANÉE (2/2)

Tensions croissantes pour l'énergie en Mer Égée

par F. William Engdahl

Après l'étude de la Méditerranée orientale, William Engdahl se concentre sur les ressources découvertes récemment en mer Egée, qui annoncent un profond bouleversement du paysage géopolitique. Dans le cas de la Grèce, alors que l'exploitation des réserves découvertes permettraient de résorber la dette, les maîtres étrangers de cet État qui a perdu sa souveraineté ont des plans très différents. Ainsi Hillary Clinton est venue en personne à Athènes pour assurer les intérêts des États-Unis et de son époux Bill dans la région, alimentant pour le moins les tensions avec la Russie.

RÉSEAU VOLTAIRE | FRANCFORT (ALLEMAGNE) | 22 JUIN 2012

ENGLISH

Pour la première partie de cet article, [cliquez ici](#)



La découverte fin 2010 d'importantes réserves de gaz naturel dans les eaux israéliennes en Méditerranée a incité les pays voisins à inspecter de plus près leurs propres eaux. Les résultats montrent que l'ensemble de la Méditerranée orientale regorge d'immenses réserves de pétrole et de gaz inexploitées. Ceci a d'énormes conséquences politiques, géopolitiques, économiques et pourrait avoir aussi des conséquences militaires.

Les premières explorations ont confirmé que les réserves en pétrole et en gaz étaient impressionnantes partout dans les eaux au large de la Grèce, de la Turquie, de Chypre et de la Syrie.

Le sirtaki énergétique grec

Avec la crise financière désastreuse que connaît le pays, il n'est pas surprenant que le gouvernement grec se soit sérieusement mis à chercher du pétrole et du gaz. Depuis qu'il en a trouvé, le pays s'est mis à danser un curieux ballet avec le FMI et les gouvernements de l'Union européenne, une sorte de « sirtaki de l'énergie » afin de savoir qui contrôlera ces immenses découvertes et donc, qui en bénéficiera en dernier ressort.

En décembre 2010, alors qu'il semblait que la crise grecque pouvait encore être résolue sans plans de sauvetage géant ou privatisations, le ministère grec de l'Énergie a constitué un groupe d'experts afin d'étudier les perspectives en matière de pétrole et de gaz dans ses eaux. L'industrie pétrolifère et gazière du pays a commencé à augmenter ses investissements après une première petite découverte de pétrole en 2009. Des études géologiques plus importantes ont alors été conduites. Les premières estimations révélèrent que la quantité de pétrole au large des côtes grecques dépasserait 22 milliards de barils dans la mer Ionienne à l'ouest et quelque 4 milliards de barils dans le nord de la mer Égée, à l'est. [1]

Les parties sud de la mer Égée et de la mer de Crète ne sont pas encore explorées et les chiffres pourraient *in fine* s'avérer être beaucoup plus élevés. Un précédent rapport du Conseil National Grec pour la Politique Énergétique annonçait : « *La Grèce est l'un des pays les moins explorés en Europe au regard des réserves d'hydrocarbures potentielles* » [2]. Selon l'analyste Aristote Vassilakis, « *les enquêtes mesurant la quantité de gaz naturel ont évalué les réserves à 9 000 milliards de dollars* » [3]. Même si une petite partie seulement de ceci était disponible, cela suffirait à transformer radicalement les finances de la Grèce et de toute la région.

David Hynes, l'expert en ressources pétrolières de l'Université de Tulane (Nouvelle-Orléans) a confié récemment à un auditoire à Athènes que la Grèce pourrait potentiellement résoudre sa crise et rembourser toute la dette publique via l'exploitation des nouveaux gisements de gaz et de pétrole découverts. Il estime que cela pourrait rapporter au pays plus de 300 milliards d'euros sur 25 ans. Mais au lieu de cela, le gouvernement grec est contraint d'accepter des remaniements ministériels, des réductions de salaires et des suspensions du versement de retraites pour obtenir un deuxième prêt de la part l'UE et de du FMI, ce qui ne fera que conduire le pays plus profondément encore sur le chemin du déclin économique. [4]

Il est notoire que les dirigeants du FMI et de l'UE, et notamment d'Allemagne, demandent que la Grèce vende ses ports et ses entreprises publiques, parmi lesquelles bien sûr les compagnies pétrolières d'État, afin de réduire sa dette. Dans le meilleur des cas, la vente des actions rapporterait au pays 50 milliards d'euros [5]. Les plans prévoient que l'entreprise publique de gaz naturel, DEPA, privatise 65 % de ses actions pour rembourser la dette [6]. Les acheteurs viendraient probablement de l'extérieur du pays, comme ce fut le cas pour d'autres entreprises grecques dans la même situation.

Le problème, au-delà de la demande du FMI que la Grèce brade ses ressources pétrolifères, réside dans le fait que la Grèce n'a pas déclaré de Zone Économique Exclusive (ZEE) comme la plupart des autres pays qui forent pour trouver du pétrole. Il y avait peu de besoins jusqu'alors. Une ZEE confère à l'État des droits spécifiques relatifs aux richesses du sous-sol dans ses eaux déclarées en vertu de la *Troisième Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer*, entrée en vigueur en Novembre 1994. En vertu de celle-ci, une nation peut prétendre à une ZEE jusqu'à 200 milles marins de ses côtes [7].

La Turquie a déjà déclaré qu'elle considérerait comme un « *acte de guerre* » le fait que la Grèce fore plus loin dans la mer Egée [8]. Jusqu'à présent cela n'avait pas prêté à conséquences car aucune réserve de pétrole ou de gaz n'étaient connues. Désormais il s'agit d'un tout autre enjeu.

Evangelos Kouloumbis, ancien ministre de l'Industrie a récemment déclaré que le pays pourrait « *couvrir 50 % de ses besoins avec le pétrole découvert dans les champs offshore de la mer Egée, et le seul obstacle est l'opposition turque vis à vis d'une éventuelle exploitation grecque* » [9].

Hillary aussi sait danser



Epikaira magazine – "Reportage : Hillary est venue en Grèce pour

**conclure des contrats de prospection
pétrolière" 21 juillet 2011.**

En juillet 2011, Washington a rejoint le sirtaki énergétique grec. La secrétaire d'État Hillary Clinton s'est rendue à Athènes en ayant en tête les questions énergétiques. Elle était accompagnée de son envoyé spécial pour l'énergie eurasiatique, Richard Morningstar. Morningstar a été le conseiller spécial du président Bill Clinton, chargé de la diplomatie énergétique dans le bassin capien, et l'un des agents stratégiques de Washington dans les batailles géopolitiques visant à démembrer l'ex-Union soviétique et à faire encercler la Russie alors plongée dans le chaos par d'anciens États de l'URSS pro-OTAN.

Morningstar et le très controversé Matthew Bryza ont été les principaux architectes à Washington des projets étasuniens d'oléoducs et de gazoducs consistant à couper la Russie et ses ressources en gaz de l'Union Européenne. Bryza est un opposant déclaré à l'oléoduc russe South Stream qui passe à travers les pays de l'Est de la Méditerranée [10]. Clairement l'administration Obama n'est pas neutre concernant les nouvelles découvertes de pétrole et de gaz. Trois jours après qu'Hillary ait quitté Athènes, le gouvernement grec a proposé la création d'une nouvelle agence gouvernementale pour gérer les appels d'offre en matière de prospections et de forages.

Morningstar est le spécialiste étasunien de la guérilla économique contre la politique énergétique russe. Il fut décisif dans la maintien du controversé oléoduc BTC qui part de Bakou, rejoint Tbilissi en Géorgie et va jusqu'au port Turc de Ceyhan, une coûteuse entreprise conçue uniquement pour éviter un transit via la Russie. Il a ouvertement proposé que la Grèce et la Turquie abandonnent leurs différents historiques concernant Chypre, ainsi que de nombreuses autres questions et s'entendent pour gérer conjointement leurs réserves de pétrole et de gaz en mer Égée. Il a également dit au gouvernement grec qu'il devait oublier la

coopération avec Moscou sur le gazoduc South Stream ainsi que le projet de gazoduc Bourgas–Alexandroupolis [11].

Selon un rapport de l'analyste politique Aristote Vassilakis publié en juillet 2011, l'objectif de Washington en poussant ainsi la Grèce et la Turquie à unir leurs forces sur le pétrole et le gaz réside dans le partage prévu des revenus de ces exploitations. Selon son rapport, Washington propose que la Grèce obtienne 20 % du chiffre d'affaires, la Turquie 20 % et la société états-unienne Noble Energy, société qui a déjà assuré le forage dans les eaux israéliennes et au large des cotés grecques, obtiendrait la part du lion, c'est à dire 60 % [12].

Bill, l'époux de la secrétaire d'État Hillary, est lobbyiste à Washington pour le compte de Noble Energy. [13]

Les complications chypriotes



Le président chypriote Demetris Christofias et le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahou à Chypre en février 2012.

Comme si ces complications géopolitiques ne suffisaient pas, Noble Energy, a également découvert d'énormes volumes de gaz au large de la République de Chypre. En Décembre 2011 la compagnie a annoncé un forage réussi dans une zone dont on estime qu'elle recèle au moins 200 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Charles Davidson, le directeur général de Noble Energy, a fait

remarquer à la presse que « *cette dernière découverte démontre que ce bassin est de première importance au niveau mondial, en terme de quantité et de qualité* » [14].

Chypre est une pièce compliquée sur l'échiquier. Des documents déclassifiés du gouvernement états-unien des années 1970 révélés récemment, montrent qu'Henry Kissinger, qui était lors le secrétaire d'État, aurait activement encouragé et facilité l'armement du régime turc de l'ancien élève de Kissinger à Harvard et Premier ministre Bulent Ecevit pour organiser une invasion militaire de Chypre en 1974, ayant pour effet la partition ethnique de l'île entre un espace turc au nord et un autre grec et chypriote au sud ; une division qui perdure encore aujourd'hui. La stratégie de Kissinger, soutenue par les Britanniques, était destinée à créer un prétexte pour une présence militaire permanente états-unienne et britannique afin de pratiquer des écoutes militaires dans la Méditerranée orientale durant la Guerre froide. [15]

Aujourd'hui, la partie grecque du sud, où Noble Energy a découvert de larges gisements de gaz, est membre de l'UE. Son président, Demetris Christofias, est l'unique dirigeant communiste de l'Union européenne. Il est également un ami proche d'Israël, et de la Russie. En outre, il est très critique à l'égard de la politique étrangère états-unienne, ainsi que de la Turquie [16].

En ce moment, Israël envisage de construire un gazoduc sous-marin depuis les champs israéliens du Levant à travers les eaux de Chypre jusqu'à la terre ferme grecque, pour approvisionner le marché de l'UE. Les gouvernements de Chypre et d'Israël se sont entendus sur la délimitation de leurs zones économiques respectives, en ignorant la Turquie. Cette dernière a ouvertement menacé Chypre du fait de son accord avec Noble Energy. La Russie a réagi en déclarant qu'elle ne tolérerait pas les menaces turques contre Chypre, compliquant encore un peu plus les relations russo-turques [17].

Les relations turco-israéliennes quant à elles, amicales par le passé, sont devenues de plus en plus tendues ces dernières années sous la politique étrangère d'Erdogan. Ankara a exprimé sa préoccupation au sujet des liens récents entre Israël et ses adversaires historiques, la Grèce et la partie grecque de Chypre. La République turque de Chypre du Nord, alliée de la Turquie, craint de ne pas être représentée de façon juste dans le partage du gaz après qu'Israël et Nicosie aient signé un accord pour se répartir les 250 kilomètres de mer qui les séparent. [18]

Il devient évident, surtout quand nous jetons en parallèle un regard sur la carte de la Méditerranée orientale, que l'appétit féroce pour les réserves de pétrole et de gaz et leur exploitation pose les bases d'un conflit de grande ampleur dans la zone, impliquant les intérêts stratégiques des États-Unis, de la Russie, de l'Union Européenne, d'Israël, de la Turquie, de la Syrie et du Liban.

F. William Engdahl

[1] « [Greek Companies Step Up Offshore Oil Exploration–Large Reserves Possible](#) », par Ioannis Michaletos, *balkananalysis.com*, 8 décembre 2010.

[2] *Ibid.*

[3] « [Hillary came to Greece to seal oil exploration deals !](#) », par Hellas Frappe, *hellasfrappe.blogspot.com*, 21 juillet 2011.

[4] « [Drilling for oil in the Aegean may help ease Greece's debt crisis](#) », par Chris Blake, *hellenext.org*, 7 juillet 2011.

[5] *Ibid.*

[6] « [Greece Considering Plugging Aegean Islands into Turkish Energy Grid](#) », par John Daly, *businessinsider.com*, 22 novembre 2011.

[7] [Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer](#), 6ème partie, article 76, *Définition du plateau continental*.

[8] Chris Blake, *op. cit.*

[9] Ioannis Michaletos, *op. cit.*

[10] Hellas Frappe, *op. cit.*

[11] *Ibid.*

[12] *Ibid.*

[13] « [Vast gas fields found off Israel's shores cause trouble at home and abroad](#) », par Hugh Naylor, *thenational.ae*, 34 janvier 2011.

[14] « [Significant Natural Gas Discovery Offshore Republic of Cyprus](#) », Communiqué de presse de Noble Energy, *maritime-executive.com*, 28 décembre 2011.

[15] « [New documents link Kissinger to two 1970s coups](#) », par Larisa Alexandrovna et Muriel Kane, *rawstory.com*, 26 juin 2007. *The Cyprus Conspiracy, America Espionnage and the Turkish invasion*, par Brendan O'Malley et Ian Craig, I.B. Tauris éditeur, 1999.

[16] « <http://turkeymacedonia.wordpress.co...> », par Yilan, *turkeymacedonia.wordpress.com*, 30 mai 2011.

[17] « [Turkey and Cyprus Gas : More Troubles Ahead in 2012](#) », par Stephen Blank, *silkroadstudies.org*, 9 janvier 2011.

[18] Hugh Naylor, *op. cit.*

Source : « Tensions croissantes pour l'énergie en Mer Égée », par F. William Engdahl, *Réseau Voltaire*, 22 juin 2012, www.voltairenet.org/a174007